

Le PRÉSIDENT: Le Comité doit décider d'une motion.

M. CROLL: Il y a un moyen d'en sortir. Je crois que M. Graydon a soulevé un point très important. On peut donner une réponse très brève, qui satisfera tout le monde et répondra à ceux d'entre nous qui s'opposent à un refus d'entendre un citoyen du Canada et de lui permettre d'exposer ses vues. Cette organisation parle de paix en Corée. Ce sera la base de leur exposé. Je pense que M. Pearson a donné à ces gens la réponse que nous devrions leur faire. On devrait leur dire d'employer leur influence pour conseiller aux Russes et à leurs satellites d'appuyer la résolution de l'Inde aux Nations Unies. Cela suffirait comme réponse. Nous sommes tous en faveur de la résolution indienne. Nous l'avons appuyée aux Nations Unies et nous l'appuyons encore; c'est là notre manière d'apporter la paix en Corée.

M. McCUSKER: Une réponse plus brève encore serait de leur dire que nous avons reçu leur demande et d'ajouter ce que vous avez proposé, c'est-à-dire de ne pas les entendre et perdre notre temps.

M. CROLL: Refuser d'entendre les gens qui ont des vues à exposer agit sur moi à rebrousse-poil. Je ne partage pas leur opinion, mais nous disposons d'une force qu'ils n'ont pas, en ce sens que nous donnons à tous la liberté de s'exprimer. Ils n'ont pas d'arguments qu'il nous soit impossible de réfuter. Nous répondrons à leur propagande par la vérité, et la vérité c'est que nous avons soutenu aux Nations Unies la résolution de l'Inde qui apportera la paix en Corée. C'est ce qu'il faut leur dire.

M. MACDOUGALL: Et la vérité vous causera du tracas.

Le PRÉSIDENT: Si on la leur exposait ici même, cela pourrait avoir un certain effet.

M. CROLL: Vous avez très bien résumé ma pensée.

M. MACINNIS: Avec les autres membres des Nations Unies, nous avons travaillé pendant deux ans à rétablir la paix en Corée. Nous avons appuyé les mesures fort pratiques qui ont été prises et la faute n'est pas à nous non plus qu'aux pays démocratiques des Nations Unies, si ces mesures n'ont pas réussi à restaurer la paix en Corée. Rien ne nous empêche de faire à ce sujet une déclaration pleine d'enseignement et si, grâce au pouvoir et à l'influence du gouvernement, nous ne pouvons pas faire connaître ces faits à la population canadienne, il y a quelque chose qui ne va pas.

M. McCUSKER: La grande difficulté, à mon sens, c'est que nous leur donnons la reconnaissance qu'ils recherchent. Nous les reconnaitrions comme organisme officiel exposant au public des recommandations pour l'obtention de la paix en Corée, alors que nous savons qu'ils ne veulent pas de cette paix. Nous refusons de leur accorder cette reconnaissance.

M. GRAYDON: Pour revenir à ce que je disais tantôt, ces gens se trompent d'adresse. Ils devraient présenter leurs vues au Politburo et à leurs amis derrière le rideau de fer, car c'est de là que surgissent les véritables obstacles à un armistice en Corée; s'ils ont acquis l'amitié des peuples derrière le rideau de fer, comme ils le prétendent, c'est à eux qu'ils devraient s'adresser et non pas à nous. Je ne comprends pas pourquoi les membres de ce Comité se donnent même la peine de discuter cette question, car ces gens n'ont pas d'affaire ici. Qu'ils aillent trouver ceux-là qui font obstacle à la paix.

Le PRÉSIDENT: J'ai soulevé cette question parce qu'il appartient au Comité de la régler.

M. CROLL: Monsieur le président, est-ce que notre discussion de ce matin devrait être consignée au compte rendu? Je crois que nous avons indiqué au président ce que doit être la réponse. Nous ferions mal de verser cette discussion au compte rendu, sachant que ces gens s'en serviront pour alimenter leur propagande. Le président peut très bien régler cette question. Il